



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Du cran!

Dans son dernier communiqué de presse du 13 mai 2015, la Fédération Suisse des producteurs (FPSL) admet – enfin - que la situation est catastrophique. Les prix sont proches de 50 ct/kg. «Avec un tel prix en Suisse, où le niveau de coûts est élevé, même les exploitations bien structurées et gérées rationnellement produisent du lait à perte». Or cette situation dure depuis des années car même à 70 ct/kg la production laitière n'est pas rentable. Dans leur majorité, les familles paysannes devraient toucher 1 Fr/kg pour bien s'en sortir...

Néanmoins, face à un tel message de la FPSL, nous pouvions nous attendre à un réel plan de bataille dans la suite du communiqué. Il n'en est rien. Nous y apprenons l'engagement d'une nouvelle personne dans le staff de direction pour améliorer la communication, un renforcement de la promotion pour plus «manger local» et un rappel de sa revendication pour un crédit supplémentaire «d'environ 26 millions de francs dans le cadre de la loi chocolatière pour que le taux de remboursement annoncé de 85 % puisse être atteint». En outre, «la Fédération demande (et non exige) aux partenaires de la branche de maintenir le prix indicatif du lait A à 68 centimes à partir de juillet et de baser à nouveau le prix effectif du lait sur le prix indicatif à partir du second semestre 2015...». Faut-il y voir un signe d'impuissance à être influente dans les négociations?

Dans un communiqué du 14 avril 2015, elle affirmait qu'elle faisait tout son possible, au sein de l'IP-Lait pour que les mesures de segmentation soient appliquées



En juillet 2010 devant l'IP lait à Berne.

systematiquement. Or ces mesures, nous le savons depuis toujours, ne servent strictement à rien puisqu'elles sont actuellement incontrôlables.

De la part d'une organisation de défense professionnelle du secteur, dont le budget est tout de même bien confortable, ses membres paysans sont en droit – il nous semble - d'en attendre un peu plus.

A quand des manifestations nationales, à quand des actions coup de poing? A quand un discours moins consensuel? L'opinion

publique doit être à nouveau mobilisée car la crise est encore plus sérieuse qu'en 2008, année de la grève du lait. Les familles paysannes sont sans doute prêtes à rallumer la mèche, mais pour d'autres solutions. Les pétards mouillés dans une piscine de lait n'explorent pas. Il faut l'assécher en serrant le robinet en amont. Et pour cela, un système de régulation national, calqué sur le système de régulation européen serait peut-être un bon début. BANG.

Uniterre



Initiative

Activités et réactions

Pages 2-3



Accès terre

3 à 17'000 ha par an...

Page 5



Climat

Changeons le système

Page 6



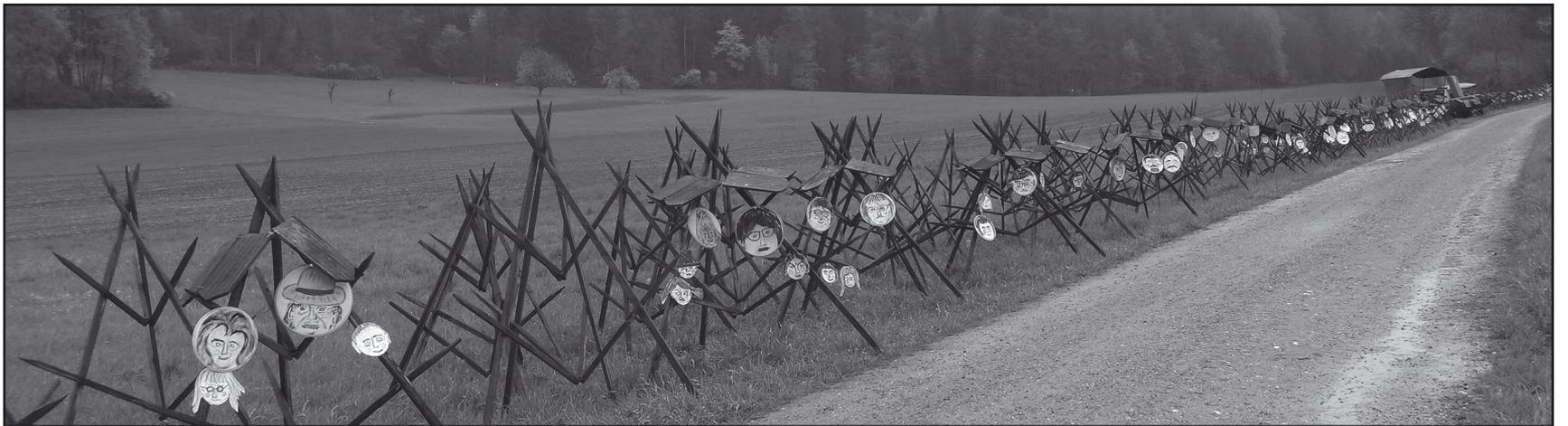
Soja

Roumanie

Page 7

INITIATIVE

Un «coming out» d'une autre nature



Des fermes disparaissent dans le silence, jour après jour, discrètement. Elles offraient un foyer et un salaire à de nombreuses générations. Avec elles disparaissent leurs emplois.

L'idée reçoit un grand écho. La presse régionale s'y intéresse. Les participants animent d'autres personnes à visiter l'installation et d'intervenir. Un véritable esprit démocratique est né – et

BioGenève: soutien à l'initiative pour la souveraineté alimentaire

Réunie lors de son assemblée générale le 30 mars 2015, l'association Bio Genève regroupant les 28 producteurs biologiques du Canton de Genève a décidé de soutenir l'initiative populaire pour la souveraineté alimentaire lancée par le syndicat paysan Uniterre. L'association estime en effet qu'une réorientation de la politique agricole suisse est indispensable tant que cette dernière a pour conséquence de détruire 3 fermes et 8 places de travail par jour en Suisse.

Favoriser un approvisionnement sûr par une agriculture paysanne, diversifiée et s'orientant selon les principes de la durabilité répond à notre engagement pour une production dans le respect de la nature et des personnes. L'interdiction des OGM, la protection de terres agricoles, la priorité aux circuits courts, le soutien aux structures de production et de transformation et la revalorisation de la production alimentaire par des prix équitables et des conditions de travail correctes sont autant d'objectifs qu'il nous importe de défendre.

L'association Bio Genève appelle dès lors toutes les personnes sensibles à ces questions à s'engager pour le succès de cette initiative populaire.

LA CAMPAGNE BAT SON PLEIN

Après des débuts quelque peu laborieux, la campagne de récolte de signatures a pris de véritables couleurs.

23'000 signatures ont été récoltées en Suisse romande et 12'000 en Suisse allemande.

Nous sommes donc à plus de 35'000 signatures. Bien sûr ce n'est pas en soit un chiffre mirobolant. Néanmoins, en sachant que nous avons pris beaucoup de retard et qu'actuellement nous avons un rythme de 5'000 signatures par mois en Suisse romande et de même en Suisse alémanique, nous atteindrons le quota pour autant que nous maintenions cette pression. D'autant que de nombreux événements en plein air se profilent. En Suisse allemande, nous travaillons à trouver de nouveaux récolteurs et à coordonner les différents événements. C'est également pour Uniterre d'une importance cruciale pour faire passer ses visions outre-Sarine.

Voici les beaux mois qui pointent et ne riment pas forcément avec disponibilités pour les paysannes et paysans. Malgré tout, si vous avez avec vous, dans votre tracteur, votre voiture, quelques cartes à 4 signatures, vous trouverez de nombreuses occasions pour faire signer l'initiative autour de vous: au bistro, à la commune, à la déchetterie, chez des amis, au marché.

Il ne faut pas sous-estimer l'impact d'une telle initiative sur les orientations de la politique agricole et sur la sensibilisation du grand public à des sujets toujours défendus par Uniterre:

- Prix équitables par produit
- Gestion des quantités
- Protection du marché indigène
- Filières locales
- Renoncement aux OGM
- Semences paysannes
- Accès à la terre.

Comité d'initiative



Chaque jour, une ferme est jetée à terre. Il reste à la sauver pour qu'elle se relève.

Dans l'espace de détente Wisetäli à proximité de Zurich, cette thématique est à l'ordre du jour. Symboliquement, cent-soixante meules de foin représentant des fermes ont été érigées en bord de route. Chaque jour, quatre d'entre elles sont renversées. Quatre le lundi, quatre le mardi, quatre le mercredi... Après une semaine au plus tard, cette vision désolante devient insupportable. Ces chutes régulières, inexorables, sont pénibles au plus haut point. Personne n'intervient. Quoique – ceux qui s'arrêtent pour comprendre sont amenés à l'étape suivante: on leur indique que le déclin de l'agriculture ne nuit pas seulement aux professionnels concernés; la disparition des fermes est une menace existentielle pour tous ceux et celles, qui doivent, veulent et peuvent manger.

Heureusement, l'action ne se limite pas à dénoncer une situation tragique, elle indique également des solutions où chacun et chacune est invité de participer. On explique le concept de la souveraineté alimentaire et chaque signature récoltée permet de sauver une ferme symbolique, soit une meule de foin, et de la remettre debout.

qui ne voudrait pas faire son coming out en tant que sauveur d'une ferme?

Jakob Alt, vice-Président



Une signature, un parrain = une ferme debout.

CONTACTS INITIATIVE

Mireille Clavien
021 601 74 67
m.clavien@uniterre.ch

Camila Munos
c.munos@uniterre.ch
079 797 47 90

Bureau Uniterre
021 601 74 67

RENOI DES FEUILLES

Merci de nous renvoyer les feuilles déjà remplies ou partiellement remplies jusqu'au 10 juin.

Nous effectuons une seconde validation générale des signatures que nous envoyons dans les communes!

MERCI

INITIATIVE

Curieuse cécité: réaction à un article Bioactualité

Le mouvement pour une agriculture biologique est né de la critique des effets négatifs sur la nature et la société engendrés par la rationalité industrielle appliquée à l'agriculture et l'alimentation. Cette rationalité basée sur l'optimisation du rendement, maîtresse du commerce et de la sphère financière, s'applique plus que jamais au secteur agro-alimentaire.

La Suisse participe à cette dérégulation commerciale orchestrée à partir de 1994 par l'OMC et initiée à partir de 1996 un cycle de réformes de la politique agricole. Malgré un ancrage du principe du développement durable, le Conseil Fédéral pratique une curieuse interprétation univoque de l'article constitutionnel 104, en réduisant la notion de marché à une idée exclusivement néolibérale de dérégulation. En conséquence, les réformes consacrent

le retrait de l'Etat de l'encadrement des marchés et ont eu pour effet de diminuer le nombre d'actifs dans l'agriculture de 100'000 et de détruire 3 fermes par jour en Suisse. Ceci alors que les calories produites par l'agriculture suisse sont restées stables. Cette stabilité relative s'est faite par une augmentation de la productivité par agriculteur, une spécialisation des exploitations, une sélection poussée dans l'élevage et la production végétale et une utilisation croissante d'énergie fossile. Le conflit programmé avec les objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable saute aux yeux.

La dernière mouture de la politique agricole consomme le divorce entre production alimentaire et production de services à l'environnement. Ou pour le dire en langage OMC compatible: le découplage des paiements directs de la

production est accompli.

L'initiative d'Uniterre donne une réponse globale alternative à cette évolution préoccupante. Elle s'inscrit dans le mouvement global pour la souveraineté alimentaire. Dans le Sud, la libéralisation des marchés pousse les paysans vers la faim et la pauvreté en les privant de l'accès à leur propre marché. Cette initiative s'inscrit également dans la continuité du rapport agricole mondial. Ce rapport nous impose la nécessité d'un choix entre deux modèles agricoles, le modèle de production industrielle globalisé ou un modèle durable de petites fermes diversifiées liées à des économies locales.

Il est vraiment regrettable que le mouvement de l'agriculture biologique à travers son journal ait apparemment perdu la faculté de se positionner dans la continuité historique de ses origines

et d'être un moteur de transformation pour une société plus durable dans tous ses aspects. Le développement d'une démocratie alimentaire et l'évolution des systèmes alimentaires jouent un rôle central dans les défis actuels et futurs auxquels nous devons faire face. Les nombreuses paysannes et paysans biologiques qui soutiennent l'initiative d'Uniterre ne s'y trompent pas.

Rudi Berli, maraîcher bio, membre du comité d'initiative «Pour la souveraineté alimentaire - l'agriculture nous concerne toutes et tous»



«Courage fuyons!»: la devise de Pro Natura?

ProNatura a décidé de ne pas soutenir l'initiative sur la souveraineté alimentaire. Voilà quelques extraits de cette prise de position qu'il nous semble important de commenter: «L'actuel article sur l'agriculture est clair et équilibré. Une telle initiative risque d'être une boîte noire, dont de nombreux points semblent d'ailleurs irréalisables. A notre sens, l'initiative ne fournit ainsi aucune possibilité supplémentaire pour atteindre les objectifs environnementaux de l'agriculture et améliorer l'état de la biodiversité dans les terres agricoles».

Uniterre a toujours souligné que l'article actuel 104 sur l'agriculture était bon. C'est parce que les autorités politiques fédérales ne respectent pas la teneur de cet article qu'il est indispensable d'y adjoindre une annexe réellement contraignante. Car les réformes agricoles successives, dont la dernière PA 14-17 ne fait nullement exception, mettent en oeuvre un retrait systématique de l'Etat dans la régulation des marchés. La conséquence directe est la poursuite de la destruction de l'agriculture paysanne. La pression constante sur les prix à la production favorisée et parfois directement organisée par la Confédération (abaissement des prix seuils pour les céréales) a de nombreuses conséquences négatives pour compenser le manque de rentabilité: l'abandon de la polyculture traditionnelle au profit de la spécialisation des fermes, l'augmentation de la taille combinée avec une diminution de la main d'œuvre, mécanisation croissante et chasse à la productivité (génétique animale, affouragement, choix varié-

taux, utilisation d'insecticides/fongicides/herbicides et d'antibiotiques). Au niveau social cette évolution provoque une charge de travail croissante pour les agriculteurs, un recours toujours plus important à un revenu externe à la ferme ainsi qu'un endettement à la hausse. L'ensemble de cette mauvaise politique a un impact très direct sur la biodiversité. Cette dernière est pourtant le produit de la coexistence mutuellement enrichissante entre la nature et l'organisation du système alimentaire, notamment par le travail des paysans et des paysannes. La dernière mouture de la politique agricole illustre parfaitement ce divorce entre l'écologie et la société et son système alimentaire. Elle favorise à la fois les importations et une extensification pilotée par des bureaux d'ingénieurs en écologie...

«Alors que nous soutenons sans réserve l'alinéa concernant l'interdiction des organismes génétiquement modifiés, cela nous semble tactiquement dangereux de noyer une revendication aussi importante - et qui a le soutien de la population - dans une initiative qu'il sera difficile de gagner; ne serait-ce que par la multitude de ses exigences.»

Le débat autour des OGM ne peut pas être séparé d'un choix de société. Ce n'est pas l'outil technique qui est dangereux, mais bien les conséquences sociales d'un tel choix. Les OGM représentent l'instrument par lequel les sociétés semencières veulent définitivement s'approprier et privatiser ce secteur et éliminer la biodiversité cultivée par des

générations de paysannes et de paysans. Corolairement, le rôle essentiel d'une recherche publique participative appuyant le travail paysan doit aussi être discuté dans un débat de société sur l'avenir de nos systèmes alimentaires.

«Pro Natura soutient les revendications et le mouvement de La Via Campesina, mais le concept n'est pas à nos yeux transposable à la Suisse. La possibilité de modifier la politique agricole par le Parlement, la démocratie directe et le subventionnement des exploitations agricoles par l'Etat, rendent la situation de la Suisse bien différente de celle des pays du Sud ou émergents.»

Au niveau mondial le réseau des «Amis de la terre» dont Pro Natura est membre, est un partenaire important de la Via Campesina et s'engage sans compromis pour la souveraineté alimentaire. Ce sont bien les organisations de la Via Campesina, notamment du Sud, qui demandent aux pays industrialisés de remettre en cause leur modèle agricole et d'orienter leur système alimentaire selon le concept de la souveraineté alimentaire. Ci-dessous un rappel à l'intention de Pro Natura sur l'engagement des Amis de la Terre en faveur de la souveraineté alimentaire: *«Plus de 860 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. La production traditionnelle de nourriture, telle que l'agriculture vivrière qui nourrit les populations locales, est aujourd'hui détruite et remplacée par l'agriculture à grande échelle générée par l'agrobusiness international. Il est essentiel de construire*

des systèmes alimentaires globaux basés sur des solutions agricoles locales et diverses. Les communautés doivent être autorisés à définir et contrôler leurs propres systèmes alimentaires. Cette forme d'agriculture permet également aux communautés de mieux résister au changement climatique. Les Amis de la Terre International appuient la résistance des petits producteurs face aux forces des grandes entreprises qui détruisent leurs moyens de subsistance, engendrent des famines et créent des conflits au sein de leurs communautés. Nous aidons à construire des liens essentiels entre les communautés et les producteurs, entre ceux qui produisent la nourriture et ceux qui la consomment. (<http://www.foei.org/fr/ce-que-nous-faisons/souverainete-alimentaire>)»

Malheureusement il n'y a aucune surprise quant à la prise de position de Pro Natura Suisse. On reste dans la théorie et dès qu'il faut aborder un sujet pratique qui est une question de vie ou de mort pour les nourrisseurs du pays et bientôt pour les pays d'Europe au bord de l'implosion agricole dans le marasme agroalimentaire mondial, Pro Natura s'en lave les mains. Notre initiative soulève des vrais problèmes pratiques qui concernent les Êtres Humains ce qui paraît plus embêtant. Il est apparemment plus facile pour Pro Natura Suisse de se limiter à sauver les moineaux ou les hérissons. La devise de Pro Natura Suisse sur ce dossier: «courage fuyons».

Rudi Berli

LAIT

Tourner autour du pot ne résoudra pas le problème du lait

L'économie laitière suisse court au désastre et sa vitesse s'accélère: les nouvelles baisses de prix de 4 à 5 centimes d'euro en Allemagne auront inéluctablement des répercussions en Suisse. Pourtant, ni la politique, ni le secteur laitier n'ont d'idée de comment sortir notre marché laitier de cette spirale négative. Nos décideurs responsables essaient de se dérober de leurs responsabilités en se détournant du véritable problème. Ainsi, lors de leur dernière assemblée des délégués, les représentants de l'IP Lait ont subitement découvert un problème au niveau des coûts. Figurez-vous qu'ils ont constaté que les producteurs de lait sont prisonniers de coûts beaucoup trop élevés. Ce n'est vraiment pas une nouvelle! En Suisse, le niveau des coûts de production est traditionnellement plus élevé que chez nos voisins européens. Mais, en faisant

ce constat, nos chers représentants oublient de discuter de ce que pourrait faire l'IP Lait pour monter les prix afin que ces derniers soient adaptés aux coûts.

Venons donc aux faits: l'IP Lait a fixé et maintenu le prix indicatif du lait A à 68 centimes. Cependant, les prix que perçoivent la plupart des producteurs se situent environ 10 centimes en deçà du prix indicatif, malgré l'intervention «réussie» de la Lactofama! Pourquoi?

Nous sommes toujours surpris de l'habileté avec laquelle nos décideurs tournent autour du pot et évitent de parler de la problématique centrale: notre production laitière n'est pas adaptée à la demande! C'est là que le bât blesse, au niveau des quantités, pas au niveau des coûts de production. Ceux qui connaissent un minimum les

lois du marché savent que les biens fabriqués en trop doivent être vendus à un prix inférieur. Ce mécanisme restera en place tant que les acheteurs nous empêcheront de limiter la production, peu importe combien de temps nous continuerons à débattre de la problématique des quantités.

Il se peut que la segmentation décidée par l'IP Lait marque une bonne intention, mais elle ne sert à rien face à la chute des prix. Le défaut majeur de cette mesure est son caractère incontrôlable: qui est-ce qui peut vérifier, jour après jour, les trajets des centaines de camions à lait? C'est une mesure qui sert uniquement à occuper des fonctionnaires; elle coûte une fortune et elle n'empêche pas les magouillages.

Qu'attendent nos représentants pour sortir la tête du sable? L'appel aux OP

et OPU de respecter la segmentation est aussi inefficace que l'appel aux industriels de respecter les prix indicatifs. Les avertissements lancés aux politiques restent sans écho, puisque le marché du lait est suffisamment pourvu. Et les encouragements aux producteurs de ne pas vendre leurs vaches laitières dans la précipitation sont une blague cynique.

Le problème des prix, c'est-à-dire le problème de la rentabilité de la production laitière, ne pourra être résolu que par une gestion globale et centralisée de la quantité produite, voilà une vérité incontournable!

BIG-M



Contre Monsanto: 1'500 personnes à Morges



Uniterre participait le 23 mai dernier à la mobilisation planétaire contre Monsanto. Voici sa prise de parole.

Nous disons STOP aux entreprises multinationales comme Monsanto et Syngenta qui sont en passe de privatiser le vivant! Qui exercent une pression inacceptable – à coté de millions de lobby dans les parlements de nombreux pays- pour limiter le droit des paysans et paysannes à reproduire le gène ancestral de semer leurs propres semences paysannes. Qui portent atteinte à l'autonomie des paysans et paysannes qui nourrissent le monde et sont les garants de la biodiversité cultivée comme non cultivée.

Libérez les semences

Monsanto, les paysans d'Uniterre et de la Via Campesina et les consommateurs solidaires vous disent «Y EN A MARRE – DEGAGEZ de Morges, mais aussi d'Argentine, du Paraguay, d'Inde, d'Indonésie, du Burkina Faso et d'Afrique du Sud! Nous revendiquons notre souveraineté semencière qui est à la base de notre souveraineté alimentaire».

Les multinationales actives dans les OGM, les pesticides, les engrais chimiques, les semences jusqu'au négoce de céréales ne sont qu'une poignée unie qui ne tend qu'à contrôler toute notre alimentation au nom de la pré-

tendue sécurité alimentaire. Elles sont responsables de la spoliation du droit à la terre des paysans et paysannes.

La solution est ailleurs

C'est l'agriculture paysanne basée sur l'agroécologie qui nourrit le monde, et non pas les multinationales et l'agrobusiness. Même les scientifiques ont déjà maintes fois prouvé que la production agroécologique, en tenant compte des associations de cultures sur une même parcelle, a des meilleurs rendements que les monocultures agroindustrielles. Les OGM et pesticides y liés, n'apportent aucun avantage!

Nous sommes TOUS concernés par l'agriculture! La souveraineté alimentaire c'est le droit à déterminer nos propres politiques alimentaires: l'initiative populaire lancée par Uniterre proscrit l'emploi des OGM! C'est essentiel de la signer et de la faire signer car le

moratoire sur les OGM prendra fin en 2017. Nous recherchons activement des personnes qui souhaitent s'engager ponctuellement ou sur le long terme pour la récolte.

Signez l'initiative

- pour renforcer une agriculture indigène diversifiée qui vous assure des produits de proximité et bons pour la planète dans vos assiettes.
- pour un marché plus transparent qui renforce les circuits courts et la dynamique de nos zones rurales
- pour des prix rémunérateurs aux paysans et travailleurs agricoles
- pour un marché international équitable – pas que pour des produits de niche.
- et bien sûr pour une agriculture sans OGM qui développe les réseaux de semences paysannes.

Pour Uniterre, Anne Gueye Girardet, commission internationale



ACCES À LA TERRE

L'accès à la terre: un défi majeur pour les jeunes paysan-ne-s!

L'agriculture est tributaire du sol. Sans terre, pas de production agricole. Dans un espace fini où les ressources comme le sol sont rares, quelles sont les marges de manœuvre pour les futurs paysans? Quelle est la disponibilité des parcelles propres à permettre un nouvel établissement? Et plus précisément, combien de jeunes souhaitent s'installer? Et si oui, ont-ils déjà des terres? Sont-elles en suffisance? Dans quelles régions? Pour quels types et formes de productions? Quelles sont les difficultés rencontrées? Autant de questions qui trouvent difficilement des réponses dans les données statistiques existantes et qui méritent d'être approfondies.



Alors que le monde agricole se voit aujourd'hui confronté à une baisse générale des surfaces agricoles et du nombre d'exploitations, l'acquisition de terres agricoles et, de manière plus générale, l'accès au foncier pour les jeunes agriculteurs est une question centrale. Pour l'instant, elle n'a que peu été approfondie.

Une enquête¹, menée par l'Université de Lausanne cherche à apporter quelques réponses. Elle fait suite à l'interpellation de la commission «Accès à la terre / jeunes!» d'Uniterre. Cette commission souhaitait voir se réaliser une enquête permettant d'estimer les besoins des jeunes en terres agricoles. Grâce au soutien de l'organisation faîtière des écoles d'agriculture «L'OrTra AgriAlForm», le projet a pu être réalisé. Le but de cette enquête a été d'obtenir une meilleure estimation des besoins des futurs agriculteurs.

Interrogés via des questionnaires en 2012, 211 des 1245 élèves des écoles d'agriculture suisses ont effectivement participé².

L'analyse des résultats de cette enquête permet de mettre en évidence l'existence de deux groupes de participants identifiés en fonction du potentiel de reprise d'une exploitation: les «héritiers» (75%) et les «néos» (25%). Les premiers sont généralement des fils et filles d'agriculteurs qui ont la possibilité de reprendre une exploitation; les seconds n'ont pas la possibilité de reprendre une exploitation par héritage.

L'enquête montre clairement que la quasi-totalité des élèves en troisième année de CFC aspirent à exploiter un domaine agricole à court ou moyen terme et à l'agrandir, y compris les «héritiers». La majorité des participants, «héritiers» comme «néos», recherchent

des terres dans les régions de plaine les plus productives ou dans les zones de montagne. Les «néos» sont toutefois plus flexibles vis-à-vis du lieu d'établissement de leur future exploitation.

L'élevage bovin et les grandes cultures sont les deux types d'activités dominants. Ce constat est flagrant pour les «héritiers», sans doute en raison de l'activité actuellement pratiquée sur le domaine à reprendre. En revanche, les «néos» cherchent en moyenne des surfaces plus petites que les autres candidats, et font preuve d'une plus grande flexibilité en envisageant d'avantage les cultures spéciales, la para-agriculture ou d'autres types d'élevages.

La majorité des candidats (45.5%), et principalement les «héritiers» (53.8%), se tournent vers des filières de commercialisation traditionnelles. Cependant, les «néos» sont plus ouverts à des filières de commercialisation alternatives telles que la vente directe (53.8%, contre 33.5% pour les «héritiers») ou la vente contractuelle (20.5%, contre 10% pour les «héritiers»).

Même si les «héritiers» disposent d'exploitations plus grandes que la

moyenne nationale, la quasi-totalité d'entre eux souhaitent agrandir, voir doubler la surface actuelle. Ces derniers semblent considérer que sans un agrandissement conséquent du domaine familial, leurs projets d'installation ne seront pas viables. Simple sentiment ou réflexion basée sur des budgets d'exploitation? Ont-ils envisagé, outre l'agrandissement, d'autres voies qui permettent de rentabiliser leur activité professionnelle? Cette enquête ne permet pas d'y répondre. Seuls des entretiens avec les futurs agriculteurs permettraient d'approfondir cet aspect.

L'acquisition de terrains apparaît bien plus difficile pour les «néos». En effet, en raison des appuis dont les «héritiers» bénéficient au sein des milieux paysans (collègues, famille, centres de formation

Sur la base de cette seule enquête et des réponses fournies par les étudiants, le besoin en terres global peut être estimé à 3'000 hectares pour 211 étudiants en dernière année de CFC agricole. Toutefois, sachant que les participants ne représentent que 17% des 1245 élèves inscrits en 3ème année (rentrée 2012-2013), nous pourrions esquisser l'hypothèse que les besoins en terres seraient d'environ 17'600 hectares, ce qui représente la surface agricole du canton de Schaffhouse.

Bien que simple extrapolation, l'ampleur de cette surface démontre l'importance qu'il convient d'accorder à l'avenir aux besoins en terres des jeunes agriculteurs.

Cyril Mumenthaler, Tatoun Rogenmoser et Joëlle Salomon Cavin, UNIL



et de vulgarisation agricole), ils ont plus de facilité dans la recherche de surfaces supplémentaires. Au contraire, seule une faible proportion des «néos» a entrepris des recherches pour trouver des terrains agricoles et, dans la majorité des cas, celles-ci n'ont pas abouti.

¹Enquête sur les besoins en terres agricoles des jeunes agriculteurs en Suisse, avril 2015, Université de Lausanne. Enquête réalisée par R. Floeder-Bühler, T. Rogenmoser, sous la direction de V. Hemmeler Maïga, C. Mumenthaler, J. Salomon Cavin.

²La principale limite à la réalisation de cette enquête a trait au taux de participation des écoles d'agriculture initialement contactées (10/21). En effet, seul 17% des 1245 élèves potentiels ont pris part à cette enquête. De plus, les écoles d'agriculture ayant répondu à cette enquête se concentrent essentiellement dans l'espace du Mittelland et la région lémanique.

Photo de la rédaction du journal.

Surfaces recherchées	«Héritiers» (102/159)	%	«Néos» (52/52)	%
> 5ha	15	14.7	4	7.7
5-10 ha	27	26.5	8	15.4
10-15 ha	10	9.8	7	13.5
15-20 ha	21	20.6	7	13.5
20-30 ha	9	8.8	6	11.5
>30 ha	17	16.7	20	38.4
n/a	3	2.9		
Total	159	100	52	100

Surfaces recherchées par les participants selon les catégories «Héritiers» et «Néos».

INTERNATIONAL

Changeons le système, pas le climat

Le changement climatique est un processus qui se déroule lentement, ce qui en rend sa lecture plus complexe. Les conséquences nous touchent relativement peu, bien que l'empreinte écologique des pays industrialisés du Nord soit énorme. Les pires catastrophes arrivent aux autres: le niveau de la mer qui monte inexorablement, les tornades, les glissements de terrain... mais tout cela s'entend aux nouvelles, mais se perçoit rarement dans notre jardin. D'accord, la pluie en ce début de mai avait des aires de «déluge», mais heureusement, nous sommes bien assurés. Quel cynisme, n'est-ce pas, surtout du point de vue des victimes!

L'agriculture figure parmi les grands responsables du changement climatique et le débat à ce sujet est très polémique. Nous sommes conscients de l'acuité des changements climatiques et nous faisons face à cette problématique. Nous nous engageons pour une agriculture paysanne qui influence le climat de façon positive. Début mars, plus de 50 paysannes et paysans, eurodéputé-e-s et représentant-e-s de la Commission européenne se sont réunis à Bruxelles à l'occasion d'une conférence intitulée: «Changement climatique: les voix paysannes», organisée par la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC).

Les paysannes et paysans présents ont démontré l'importance de changer de système, car nous sommes capables de nourrir le monde sans réchauffer le climat. Quels sont les points critiques? La production industrielle d'aliments est à la racine du problème; elle nous tend le piège de la croissance et de la dépendance. C'est un piège, parce qu'il lui faut de nombreuses unités d'énergie pour produire une seule unité de nourriture et la production de gaz à effet de serre augmente. S'y ajoutent: l'érosion du sol, les transports, le stockage et un comportement excessif des consommateurs.

La solution réside dans l'agriculture paysanne qui fonctionne avec des cycles fermés en ce qui concerne les éléments nutritifs. Il s'agit d'une production de nourriture qui se base sur une transformation locale et une commercialisation ancrée dans les régions. Le rapport mondial sur l'agriculture mentionnait les méthodes agroécologiques et nous demandons des politiques qui introduisent un changement de cap vers une économie soutenue la production indigène. Nous le demandons à nos gouvernements qui soutiennent pourtant aujourd'hui un système qui réchauffe le climat. Lors de la conférence, nous avons réuni de nombreux règlements qui prouvent le désintérêt de nos gouvernements à l'égard de systèmes durables et leur volonté de soutenir l'industrialisation rapide qui produit les soi-disant paysans-entrepreneurs.

Exemple: L'UE soutient la plantation de noyers. Pas la plantation de toutes les variétés de noyers, voire de variétés rares, mais uniquement les quelques variétés qui se prêtent à la transformation industrielle. Par conséquent,

les fermes qui ont des vergers avec de vieilles variétés adaptées à leur région ne reçoivent rien. En conséquence, ces fermiers abattent leurs noyers.

Un changement de système sans changement de notre comportement de consommation n'est pas possible. Nous devons donc davantage miser sur les variétés locales et les aliments saisonniers. Mais avant tout, nous devons lutter contre le pouvoir des groupes agroalimentaires! Ces multinationales sont sans scrupules; ils empoisonnent les sols, les personnes et les animaux, ils détruisent les bases existentielles de beaucoup de gens, notamment dans les pays du Sud. Sachant que le sol est notre bien le plus précieux, nous devons protester plus urgemment et en force



Commissaire européen, José Bové, Andrea Ferrante et Geneviève Savigny

contre les géants agroalimentaires. Ce sont eux qui détruisent le climat, pas la petite paysannerie. Ils s'emparent du pouvoir, vendent des semences génétiquement modifiées avec le cocktail de poison obligatoire, acquièrent les autres entreprises d'alimentation et de transformation, accaparent les sols et s'approprient l'eau.

En plus des questions écologiques, il faut également poser des questions sociales. Nous savons qu'à l'échelle mondiale, 70% des aliments sont produits par des petits paysans dont les surfaces cultivées sont inférieures à 2 ha (rapport mondial sur l'alimentation 2009). Dans ce contexte, il est évident que l'accès à la terre est décisif pour le maintien de l'agriculture paysanne et la lutte contre la faim dans le monde.

Extrait du Rapport mondial sur l'agriculture [traduction]: «Les systèmes de production industriels fournissent de grandes quantités de matières premières agricoles relativement peu intensives en travail, mais en contrepartie, ils ont souvent des coûts élevés en matière

de santé, ils ont des effets néfastes sur l'environnement et leur utilisation d'énergie est inefficace. Le ruissellement et l'infiltration dans le sol des engrais de synthèse et du lisier provenant d'élevages intensifs nuisent aux cours d'eau, aux lacs et même aux océans et entraînent des coûts supplémentaires pour la qualité de l'eau potable. Une recette infallible pour toute la planète est d'augmenter l'efficacité en ce qui concerne l'utilisation de kilocalories d'énergie pour produire l'équivalent d'une kilocalorie d'énergie nutritive. Mais tant que 30 à 50% des aliments sont jetés dans les fabriques, les commerces, restaurants et ménages privés des États-Unis et de l'Europe, ce sera là que les plus grandes améliorations de l'efficacité sont possibles».

la mauvaise direction. La solution à la crise climatique peut être apportée par les paysans, les petites fermes, qui pratiquent par exemple l'agroécologie. Nous pouvons nourrir le monde sans réchauffer la planète! ECVC souligne la nécessité d'un système alternatif qui se base sur une agriculture paysanne. Ce modèle diminue la consommation de carburants fossiles, il est donc à même de freiner le réchauffement climatique. Nous devons changer de système, avant que le système actuel ne change le climat».

Ulrike Minkner



ALTERNATIBA Léman

Festival transfrontalier des initiatives locales pour le climat et le bien vivre ensemble

18-20 septembre 2015 à Genève (Plainpalais)

Le Tour Alternatiba parcourra plus de 5000 kilomètres pendant l'été 2015 avec des vélos tandem 3 et 4 places, pour mobiliser des dizaines de milliers de personnes autour des «vraies alternatives» au changement climatique dans la perspective de la COP21 (conférence des Nations Unies sur le Climat à Paris).

Ils seront de passage à Genève le 6 et 7 juillet.

INTERNATIONAL

L'alliance pour le soja du Danube n'est pas une solution pour les petits paysans roumains

Depuis des décennies, l'agro-industrie cherche à détourner les messages de la société civile afin d'en tirer profit. Quelque fois -avec l'appui d'ONG qui collaborent avec le secteur agroalimentaire- elles arrivent à influencer les politiques publiques. L'alliance pour le soja du Danube est une des récentes tentatives de l'industrie pour se positionner à l'aide du concept «libre d'OGM». Créée en 2012 en Autriche (voir également journal Uniterre de février 2014 «Soja: du Parana au Danube»), cette alliance déclarait vouloir diminuer la dépendance du secteur carné et laitier européen des importations de soja provenant d'outre-mer et de réduire leur empreinte écologique. Malgré ces beaux slogans, cette proposition encourage la monoculture de soja, ouvrant les portes aux OGM, à l'accaparement des terres et à un investissement de fonds publics à destination de riches industries.

Les membres de l'alliance comprennent des grands distributeurs et des transformateurs de la chaîne agroalimentaire, des sociétés semencières, des instituts de recherche et plusieurs ONG européennes.

Un ancien directeur de Monsanto représente l'Alliance

La controverse provient notamment du fait que la branche roumaine du soja du Danube est dirigée par Dragos Dima, un ancien directeur de Monsanto. «Signer la déclaration du soja du Danube n'exclut pas d'utiliser des semences de cette compagnie (Monsanto) si son offre est compétitive» déclarait Dima dans une conférence de presse en 2013. Il a également été directeur de sociétés telles que Limagrain, Agrana ou Harding. Si l'objectif de cette alliance est de créer plus de business pour les sociétés telles que Monsanto, au nom de l'indépendance protéique de l'Europe, alors l'argument du «sans OGM» ne tient pas la route.

La Roumanie, cible de la monoculture de soja en Europe?

Comme son nom l'indique la zone où sera produit le soja est la région du Danube. Sur la base du site officiel de l'alliance, la région du Danube comprend 12 pays (Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Moldavie, Autriche, Roumanie, Suisse, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie, Hongrie) et une part de 4 autres pays (Allemagne, Italie, Pologne et Ukraine).

Son objectif est d'implanter des monocultures de soja dans certains pays européens, principalement la Roumanie dans le but de fournir l'industrie alimentaire et fourragère. Il semble clair que la Roumanie est le pays le plus approprié de la région pour la culture de soja; il a notamment une surface arable de plus de 10 millions d'hectares. Les trois autres pays qui pourraient jouer un rôle significatif ne sont que partiellement inclus dans le projet (Allemagne, Pologne, Italie).

La culture du soja a une longue histoire en Roumanie

Le soja OGM est un volet impor-

tant de l'histoire et demeure cultivé illégalement. Avant 1989, pendant la dictature communiste, la Roumanie avait l'habitude de cultiver env. 500'000 ha de soja par an se plaçant ainsi en tête des pays producteurs européens. De plus, la Roumanie a été le premier et l'unique producteur de soja OGM dans la zone européenne. En 1998, ce pays a introduit le soja Roundup résistant de Monsanto. En 2006, la Roumanie a enregistré la production d'OGM la plus élevée en Europe avec 137'275 ha de soja OGM.

L'adhésion de la Roumanie à l'UE en 2007 était une mauvaise nouvelle pour l'industrie des OGM. Le processus de décision européen ne permettait pas aux pays d'autoriser une culture transgénique au niveau national. De plus, pour des raisons politiques et économiques, l'UE considérait que c'était meilleur marché d'importer du soja d'Amérique latine plutôt que de le cultiver en Europe. Cela a obligé la Roumanie à imposer un moratoire sur la culture du soja. Malheureusement, ces mesures d'interdictions ont été appliquées que superficiellement. De nombreuses ONG ont identifié ces huit dernières années du soja OGM illégal dans différentes régions (nord et sud de la Roumanie).

Les liens entre le gouvernement roumain et Monsanto sont bien documentés. Deux anciens ministres de l'agriculture roumains ont travaillé pour Monsanto dans le passé, Valeriu Tabara (ministre de l'agriculture entre 1994 et 1996 et entre 2010-2012) a travaillé dans des projets de recherche financés par Monsanto; Stelian Fuiia (ministre de l'agriculture en 2012) était un directeur marketing pour Monsanto Europe pendant la même période où Dragos Dima (représentant de l'alliance pour le soja du Danube) travaillait également pour Monsanto.

Le moratoire de la culture de soja transgénique en 2007 a modifié la stratégie de Monsanto. Le nouveau discours relayé par des faiseurs d'opinion revendique le fait que la Roumanie peut bénéficier d'une croissance de la production de soja et que l'exportation de ce soja vers d'autres pays européens pourrait être une vraie opportunité pour le pays.

«La Roumanie importe chaque année 500'000 tonnes de soja du Brésil, des

USA et d'autres pays, du soja biotech. La Roumanie pourrait produire 2 millions de tonnes de soja et pourrait être l'unique pays européen à être en mesure de le produire de manière industrielle; les produits biotech sont 40-60% moins chers que d'autres» affirmait Valeriu Tabara en avril 2011.



Un produit carné de Bell affichant le label.

Le soja du Danube, un compromis temporaire avant les OGM

En 2013, le nouveau ministre de l'agriculture, Daniel Constantin a signé la déclaration du Danube en ajoutant, dans une communiqué de presse officiel que la Roumanie ne se sentait pas tenue de produire exclusivement du soja sans OGM : «Signer la déclaration du soja du Danube ne lie en aucune manière la Roumanie quant à des décisions futures concernant la production de soja».

Nous pouvons compléter par la déclaration de Achim Irimescu, secrétaire d'Etat au Ministère roumain de l'agriculture en novembre 2013: «Aussi longtemps qu'au niveau européen aucune décision n'est prise quant à un nouveau soja OGM nous empruntons le chemin promu par le soja du Danube. Nous discutons aussi de la possibilité de bénéficier du cadre de la PAC afin de stimuler financièrement la production de soja sans OGM».

Les standards de l'alliance pour le soja du Danube pour un soja sans OGM ne peuvent garantir une politique sans OGM de la Roumanie, particulièrement car leur principal argument «réduire

la dépendance au soja d'outre-mer (principalement Amérique latine) des secteurs carné et laitier européens» fait écho à l'agenda de Monsanto.

Le soja ne fait pas partie de l'agriculture paysanne

La Roumanie conserve la zone rurale la plus vivante de l'UE. Avec 46% de la population vivant en zone rurale et 4.7 millions de paysans actifs, l'agriculture paysanne est encore bien en vie, nourrissant une bonne part de la population. Le soja n'a jamais fait partie des plantes cultivées par les paysans ni utilisé comme fourrage dans ces fermes. Ainsi, la proposition de l'alliance pour un soja du Danube ne répond aucunement aux besoins des paysans roumains qui représentent à eux seuls, près de 50% des paysans de l'UE!

A travers la Roumanie, nous assistons à de nombreux accaparement de terres. Le modèle que propose l'alliance pour le soja du Danube va encourager de grands investisseurs à accaparer et transformer l'usage de la terre de millions de paysans avec des conséquences profondes. Ce processus va affaiblir l'économie rurale et empêcher le développement d'un secteur rural dynamique. Comme l'alliance l'a déjà annoncé, elle prévoit d'utiliser des fonds de la PAC pour promouvoir ce projet de soja industriel. Les petits paysans n'ont pas besoin d'un nouveau schéma industriel qui va les rendre dépendant du marché et des politiques publiques.

Eco Ruralis (membre ECVC)

Eco Ruralis est une association roumaine de petits paysans. Sa mission est de soutenir l'agroécologie et l'agriculture paysanne comme méthode dominante. Elle souhaite soutenir la capacité des paysans à se défendre collectivement contre des actions inéquitables prises par des sociétés ou gouvernements. Elle encourage activement les mouvements des jeunes à préserver les pratiques traditionnelles d'agriculture et à conserver leur contrôle sur la production alimentaire et la terre. Elle soutient une société durable sur le plan environnemental, équitable économiquement et socialement juste où les paysans demeurent au centre du système alimentaire.

www.ecoruralis.ro

Des événements - des news

THE MEAL 2015 - FRIBOURG

Venez partager un buffet de produits du terroir, seul ou avec vos amis, pour soutenir un projet humanitaire de Pont Universel et d'AVD avec la collaboration d'Uniterre Fribourg

le 19 septembre 2015 à 12h00 à la place Georges Python (à 5 mn de la gare) avec la participation de Fernand Cuhe.

Un peu partout dans le monde, des associations se regroupent pour partager un repas qui réunira des producteurs locaux et des personnes intéressées à soutenir un projet humanitaire.

A Fribourg, c'est l'association Pont Universel qui a été choisie avec son projet d'une coopération de production intégrée en pisciculture, maraichage et élevage au Bénin. Cette coopérative sera gérée par les femmes de l'arrondissement de Taïacou. Nous souhaiterions réunir 300 personnes pour pouvoir trouver le financement de ce projet en relation avec la souveraineté alimentaire.

Réservation obligatoire à:
comite@pont-universel.com ou au 079 788 16 05.
Renseignements auprès de Fabienne (Uniterre) au 079 763 60 83.

Recommandé par Uniterre Fribourg.

SONDAGE TELEPHONIQUE AUPRES DES MEMBRES

Chers membres,

dans la 1^{ère} quinzaine de juin, nous ferons des appels téléphoniques auprès d'un certain nombre d'entre vous choisis de manière aléatoire.

Notre objectif est d'en savoir plus sur vos intérêts, vos engagements actuels et futurs.

Nous espérons que vous aurez quelques minutes à consacrer à la personne qui vous appellera, du comité ou du secrétariat d'Uniterre.

Merci de votre disponibilité.

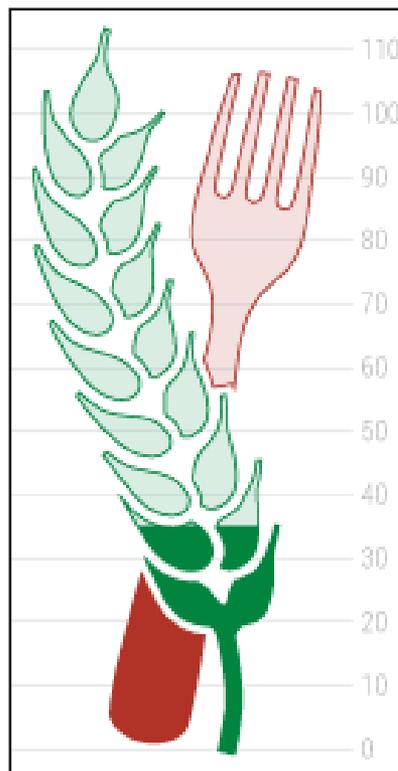
Processus de paix et droits des communautés paysannes, ethniques et populaires

avec Alberto Castilla, sénateur colombien issu des mouvements paysans

11 juin, 19 heures

Maison des Associations, salle Zazie Sadou, Genève.

INITIATIVE, 20 MAI: 35'000 SIGNATURES



AGENDA

4 juin, 19h:

«Les cohérences des politiques publiques au service du droit à l'alimentation».

avec Olivier de Schutter
Uni Mail, salle MR 290, Genève

4 juin 18h30:

«L'agroécologie pour répondre aux défis du futur pour l'agriculture et l'alimentation».

avec Miguel Altieri

Uni Neuchâtel

Org: Swissaid/StopOGM

6-7 juin:

Beaulieu en campagne (Genève).
Fête paysanne au coeur de Genève
www.preenbulle.ch/39/beaulieu_en_campagne

La rue est à vous:

6-7 juin Sécheron

13-14 juin: Plainpalais

5-7 juin:

Festival de la Terre, Montbenon, Lausanne
www.festivaldelaterre.ch

12-13 juin: Festineuch

14 juin: votations fédérales

19-21 juin: Fête de la Musique, Genève

Les agendas dans le détail

www.uniterre.ch/agenda

www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel

Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève

Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg

Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud

Christophe Michon
079 282 05 47

Jura

Paul Sautebin
032 751 26 61

Chablais

Pierre Moreillon
024 499 21 17

50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**

EXIGEONS:

1.-/litre de lait

pour les

paysans

initiative



www.souverainete-alimentaire.ch

commerce équitable

pour les

consommateurs

HALTE AU DUMPING!

Crésus

Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch

uniterre
LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

www.uniterre.ch

Responsable du journal:

Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:

Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre
No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:

Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch

Commission grandes cultures et viande:

Nicolas Bezençon, gcvlande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:

Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch

Coordination Européenne Via Campesina:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Commission vente directe:

Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch

Commission jeunes-accès à la terre:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch